

LA CRISE SOCIO-POLITIQUE DU POOL : UNE EXPERIMENTATION PRATIQUE DES STRATEGIES DE CONSERVATION DU POUVOIR

Hygin Bellarmin ELENGA,

*Institut Supérieur d'Education Physique et Sportive, Université Marien Nguabi,
Brazzaville, République du Congo
bellarminelenga@gmail.com*

Résumé

Cet article rend compte de la complexité de la crise socio-politique dans le département du Pool en République du Congo. Notre approche a consisté à démontrer que cette crise créée et entretenue est une mise en œuvre pratique des stratégies de conservation du pouvoir par les autorités en place à Brazzaville. Pour le faire, nous nous sommes servis, essentiellement, sur l'observation et les recherches documentaires. Il ressort de cette étude que les natifs de ce département ont toujours, pensé dans leur subconscient que le pouvoir politique, au sommet est leur propriété pour avoir eu deux chefs d'Etat, les premiers après les indépendances. Cette conception, accentuée par le messianisme professé par André Grenard Matsoua, fait qu'il est important pour ceux qui sont au pouvoir de les instrumentaliser aux fins de le conserver à leur dépens.

Mots clés : *crise, socio-politique, stratégies, pouvoir*

Abstract

This article reports on the complexity of the socio-political crisis in the Pool department in the Republic of Congo. Our approach consisted of demonstrating that this crisis created and maintained is a practical implementation of power conservation strategies by the authorities in place in Brazzaville. To do this, we relied mainly on observation and documentary research. It emerges from this study that the natives of this department have always thought in their subconscious that political power at the top is their property for having had two heads of state, the first after independence. This conception, accentuated by the messianism professed by André Grenard Matsoua, makes it important for those in power to exploit them in order to preserve it at their expense.

Keywords: *crisis, socio-politics, strategies, power*

Introduction

Le 05 juin 1997, les Brazzavillois sont surpris, vers 7 heures du matin, alors que les écoliers étaient sur le chemin de l'école pour passer leur Baccalauréat, par les coups de feux nourris et saccadés, annonciateurs d'une crise en perspective. Dans les coins de rue, les attroupements s'observaient, chacun commentant ces événements sans en avoir,

officiellement et réellement, les contours. Et pourtant, le pays était suspendu à l'élection présidentielle qui se profilait à l'horizon et dont les principaux candidats étaient Denis Sassou N'guesso, ancien président et, Pascal Lissouba président en fonction, candidat à sa propre succession.

Ces élections auguraient, par la chaleur de leur préparation, un affrontement même si personne ne voulait le conflit. Le retour de Denis Sassou N'guesso de son exil et l'engouement que cela a suscité depuis son accueil à l'aéroport international Maya- Maya présageaient le caractère heurté de cette élection. Chaque acteur candidat préparait cette échéance surtout, sur le plan militaire avec des milices qui agissaient en parallèle de l'armée. Les armes dans l'entretemps furent volées à Gamboma, dans un camp militaire, sans que les populations ne soient élucidées ni sur les circonstances, encore moins sur les auteurs et les raisons de ce vol.

Dans sa tournée de précampagne dans le département, de la cuvette, Denis Sassou N'guesso, arrivé à Owando, aurait été interdit, par une frange des cadres politiques de cette localité, acteurs partie au pouvoir, de rentrer dans cette ville en tipoye, à la manière de Jules César. Les partisans de ce dernier refusèrent après que Jacques Okoko, un avocat, ancien ministre de la transition, natif d'Owando, ait instruit, au travers d'un communiqué radio diffusé, les populations à ne pas accepter ce triomphe de Denis Sassou N'guesso à Owando. Ce qui a été respecté et produit à l'entrée de ce dernier à Owando, une altercation avec des jeunes miliciens proches de Jacques Joachim Yhombi Opango, ancien président de la république et premier ministre, en fonction. De cette altercation, le jeune Ngassaki Makoye fut abattu, par le colonel Aboya, proche de Denis Sassou N'guesso, au motif qu'il voulait tenter à la vie de ce dernier. S'en est suivie une escalade de violence avec la mort du lieutenant Issambo Jean Félix « Eroumba » père du défunt et, plus tard, alors qu'elle rentrait d'Owando, pour Brazzaville, la délégation de la garde rapprochée du premier ministre Jacques Joachim Yhombi Opango a été prise d'assaut par les éléments du président Denis Sassou N'guesso, occasionnant des morts et des blessés graves.

Le 04 juin 1997, le conseil des ministres dans sa réunion de circonstance décida de la perquisition du domicile de Denis Sassou N'guesso à Brazzaville, dans le quartier industriel de Mpila. Ce dernier, organisé avec une équipe de militaires et une frange de sa milice

privée « les cobras » opposa une large résistance. Quelques minutes après, toutes les casernes militaires de la partie nord de Brazzaville furent prises d'assaut, sans résistance, par des cobras qui s'emparèrent de tout l'arsenal militaire, déclenchant ainsi, la plus grande crise politico-militaire que le Congo n'ait jamais connue depuis son indépendance.

La parenthèse démocratique commencée en 1992 a vite été refermée, cédant la place à un conflit larvé qui aura duré de juin à octobre avec des milliers de morts et de sans abri. Il a pris fin en faveur de Denis Sassou N'guesso qui en deviendra, de ce fait, le nouvel homme fort du pays. Curieusement, la pacification du pays a du mal à être effective. Il subsiste encore, ici et là, des îlots de résistance par les hommes armés, eux aussi, constitués en milices et, proches des leaders politiques. Le département du Pool, proche de Brazzaville, bastion de monsieur Bernard Kolélas, ancien premier ministre de Pascal Lissouba, entre temps, partisan de Denis Sassou N'guesso, dans le cadre de l'alliance Parti Congolais du Travail et l'Alliance pour la République et la Démocratie et du pasteur Frédéric Bitsangou alias Ntoumi devient une zone où la résistance est des plus vives avec une situation de non Etat observable de visu.

Les différents dialogues n'ont pas servi à grand-chose pour pacifier cette partie du pays. Le pasteur Ntoumi, devenu seul leader de la contrée maintient la résistance avec ses ninjas. Même quand il devient commissaire chargé de la paix et des séquelles de guerre, le Pool est resté une zone à haut risque puisque les militaires y étaient postés de manière régulière et permanente. Cette crise a duré de 1998 à 2002-2003 avec des séquelles qui se constatent jusqu'aujourd'hui par la présence renforcée des militaires dans cette partie de la république.

Il semble, au-delà de toutes les approches, que la paix dans le département du Pool reste précaire, malgré toutes les tentatives, apparemment définitives et rassurantes de résolution de cette crise. La persistance de la présence militaire permanente et musclée dans ce département prouve qu'il s'agit d'une paix précaire qui peut se volatiliser en cas de pépin ou lorsque ceux qui la maintiennent par la force ou le compromis décident de la faire voler en éclats.

Notre problème est celui de savoir qu'est ce qui fait ombrage, dans le département du Pool, pour que les tenants du pouvoir, le maintiennent

en alerte maximum avec une présence permanente et renforcée des militaires nourrissant, à jamais, le spectre d'une insécurité chronique ?

Le département du Pool, dans sa configuration actuelle, a une histoire riche en politique. Cette histoire est reliée à celle du pays par ses fils qui se sont manifestés très tôt en politique, en assumant avant les indépendances des grandes responsabilités. Aussitôt après les indépendances, un de ses fils est président de la République. Certains de ses fils, dont André Grenard Matsoua, ont même entretenu le mythe du pouvoir en défiant très tôt le colonisateur français. Les natifs de ce département semblent, toujours, rêver du pouvoir au point où ceux qui le détiennent s'ils ne sont pas de cette partie voient en ces originaires des potentiels adversaires qu'il faut entretenir dans une peur permanente aux fins qu'ils se détournent des préoccupations qu'ils peuvent nourrir, du pouvoir.

Au-delà, le Pool est l'antichambre de Brazzaville et, se confond même à Brazzaville par sa proximité au point où tout Brazzaville vibre et ne respire, en grande partie que « l'air du Pool ». Il s'agit, au fond, d'une stratégie de conservation du pouvoir dont les acteurs principaux des parties en conflit- Denis Sassou N'guesso et Frédéric Bitsangou, alias Pasteur Ntoumi-, maîtrisent les vrais contours. L'un, le second, favorisant l'autre, le premier, en entretenant le spectre d'une crise permanente, pour dissuader les populations de cette partie, trop accrochées au pouvoir, par ce que faisant partie, théoriquement de leur ADN, pour avoir eu, successivement après les indépendances les deux premiers chefs de l'Etat, de s'en détourner, définitivement, au regard des destructions massives des édifices et infrastructures de base dont la reconstruction demande du temps et de l'énergie, mais aussi des pertes en vie humaines.

Méthodologie

Dans ce contexte d'une crise permanente, entretenue à des fins de conservation et de gestion du pouvoir politique, dont les acteurs se donnent eux-mêmes des raisons pour fixer l'opinion sur ce qu'ils veulent, il n'est pas aisé, pour les chercheurs, en sciences sociales, de procéder par des techniques qui peuvent retenir leur attention et détourner celle du chercheur. L'observation constitue, à notre avis, un moyen efficace permettant de lire ce qui se cache derrière des

explications présentées par les acteurs politiques. A la radio et, à la télévision, les explications fournies, au sujet de cette crise du Pool, qui sont orientées vers des fins de marketing politique, donnent au chercheur la preuve qu'il se cache d'autres aspects que sa neutralité et sa distance d'avec l'objet peuvent aider à comprendre.

En sus de l'observation quotidienne, nous avons fait recours à la recherche documentaire. Les données recueillies, à travers ces lectures, nous ont permis de scruter les informations obtenues et de les analyser en rapport avec les réalités du terrain.

Revue de la Littérature

Les sources des crises font l'objet de plusieurs analyses et commentaires, tant elles sont des moments de grande fracture sociale. Elles n'ont jamais été souhaitées par les hommes ordinaires, en dehors des politiques qui trouvent en elles des sources de repositionnement et de recadrage des équilibres au sein du pouvoir et face au pouvoir. Dans le jeu politique, la guerre trouve tous les rudiments nécessaires pour être justifiée, entretenue et même renforcée si une des parties n'entend pas comprendre vite les raisons pour lesquelles, elle est enclenchée. Elle serait même un élément capital de la politique car elle est la continuation de celle-ci, par d'autres moyens. (Aron, 1962).

Peu d'auteurs ont écrit sur la crise du Pool. Les quelques écrits y relatifs sont ceux qui décrivent la situation générale de la crise socio-politique de juin 1997 dans ses effets sur les divers secteurs de la vie. Dans la plupart des cas, les analyses y relatives, lorsqu'elles essaient de flirter les aspects politiques, sont superficielles et gérées par les acteurs politiques pour lesquels leurs sentiments apparaissent, au plus vite et dès les premières lectures.

Les explications relatives à cette crise sont fournies, pour certaines, par les acteurs politiques qui ont, directement ou indirectement, contribué à l'entretenir. La véracité des analyses, dans ces circonstances où l'on est juge et partie devient difficile d'appréciation objective attendue de la recherche scientifique. L'impression qui se dégage de cette crise et sa persistance sur le terrain, au regard des explications supposées et du comportement des acteurs, donne l'aspect d'une guerre inachevée (Soni Benga, P, 2001) dont les combattants n'ont aucunement la maîtrise des vraies raisons qui ne peuvent, au fond, n'être que politiques.

Quelques chercheurs, en herbe, ont essayé, pour certains, dans des domaines autre que politique, de décrire les conséquences de cette crise sans en déballer les vraies raisons, au plan des rapports de pouvoir. (Masségo, Londa, 2023). Il semble que le département du Pool, dans la conception de ses natifs, entretient des liens particuliers, supposés ou entretenus, avec le pouvoir au point ou, dans son ADN celui-ci vibre en permanence et se réclame.

Au regard de la persistance de l'insécurité dans une partie de ce département, ce qui justifie, la permanence des militaires dans cette zone, nous avons tenu, à travers ce papier, à contribuer à l'enrichissement du regard scientifique. Nous nous inscrivons, pour ce faire, dans une approche de sociologie politique dans son acception de « dévoilement du vrai » (Braud, 2004 :10) car, il est question ici de pouvoir : un pouvoir moderne (temporel) dont les détenteurs s'activent à élaborer des stratégies de conservation (Missié,2006 :72) pour lesquelles les combattants au front jouent le jeu sans en avoir tous les contours possibles.

Au regard des enjeux relatifs à un tel article et aux préoccupations scientifiques y afférentes, deux théories peuvent être convoquées pour permettre d'asseoir l'argumentaire que nous tenons à défendre. Ces théories du pouvoir et les implications sociales qu'elles produisent rejoignent la vision que semblent développer Nassirou Bako- Arifari et Pierre- Yves Le Meur au sujet du Banin. Ces auteurs regroupent en deux grandes tendances, les analyses contemporaines sur la chefferie en Afrique : L'approche culturaliste et l'approche stratégique. La première consiste à essentialiser pouvoir et légitimité et, la deuxième, analyse la résurgence des chefferies traditionnelles simplement dans leur rôle (Bako- Arifari et Le Meur 2003 : 125).

En réalité, la conception du pouvoir comme bien du département, pour avoir eu des premiers fils qui l'ont flirté depuis la colonisation et, géré, aussitôt après les indépendances, a développé au niveau des peuples de ce département, des tendances qui se sont cristallisées dans le subconscient collectif des populations, même les plus évoluées, faisant du pouvoir un bien qui leur est propre. Dans une perspective pareille et, une sociologie des mentalités qui embrasse pouvoir et dignité, les acteurs politiques peuvent, dans leurs stratégies de conservation du pouvoir, profiter de telles faiblesses pour instrumentaliser et mobiliser

pour leurs intérêts, peu importe, les conséquences de ce que cela peut produire.

Dans une approche pareille et, dans une autre circonstance, nous avons produit une réflexion dans ce genre, dans le cadre du peuple koyo, dont la danse fétiche des braves « Ekongo » sert à réactiver, dans la plupart des cas, des comportements qui amènent ces adeptes vers des instincts de violence pour se faire valoriser dans les relations avec les autres et avec le pouvoir. En 1987, Owando est tombé dans ce genre de travers avec l'affaire Pierre Anga. Membre influent du Comité Militaire du Parti, instance politico-militaire qui géra le pays à la suite de l'assassinat crapuleux du président Marien Ngouabi et aide de camp de ce dernier lors de son assassinat, Pierre Anga a eu, pour des raisons non officielles, clairement élucidées, des divergences avec Denis Sassou N'guesso, numero 2 de ce comité et président de la République. Pourchassé par ce dernier, il se refugia à Owando et donna sa version officielle des faits auprès des populations d'Owando qui ont dû comprendre, au regard des explications fournies ou comprises ou des interprétations inhérentes à ces explications que leur cause était perdue dans leurs relations avec le pouvoir et au pouvoir. Certains adeptes de la danse Ekongo ont profité de cette situation, instrumentalisée par certains stratèges politiques pour créer et entretenir un conflit à Owando dont l'issue fatale a été la mort du capitaine Pierre Anga dans les forêts d'Ikongono son village natal.

En Afrique et en République du Congo, l'histoire politique rend de plus en plus compte, du fait que le pouvoir, peu importe les modalités de son obtention, se vit comme un bien de la famille ou du clan que tous les membres jouissent des retombées même par simple procuration.

Le pouvoir a toujours été, au centre des préoccupations de l'existence humaine. Toutes les sociétés, même les plus traditionnelles, ont toujours œuvré, peu importe la façon, pour qu'il soit organisé de manière à régler les questions essentielles de la vie des communautés. Il serait à l'origine un service pour qui, le détenteur devrait s'imposer un sacrifice et, une logique de transparence, de bon sens et d'équité dans sa gestion. Dans les saintes écritures, Jésus recommande à celui qui veut être « chef, d'être un serviteur ».

Ces réalités du pouvoir ont pris corps, depuis, dans certains espaces comme en Europe et en Amérique où les dérives sont assez rares, dans

la gestion du pouvoir. En Afrique, les réalités divergent même en ces temps de démocratisation.

Le pouvoir en Afrique se construit, depuis toujours, autour d'un faisceau de relations au centre desquelles, la famille ou la proximité biologique ou conjugale, demeure le noyau central. Ces constructions sont tributaires de la sociologie africaine qui fait du pouvoir, non moins, un attribut de la souveraineté, mais au-delà, un bien dont la gestion se fait de manière collégiale et la transmission, en partie, influencée, par la volonté de celui qui le détient. Cette réalité a été vécue au Congo, dans une certaine mesure, aussitôt, après les indépendances, voire quelques années plus tard. Même après la démocratisation du système politique, ces pratiques de gestion patrimoniale du pouvoir se font constater bien qu'auréolées par la logique démocratique qu'on utilise souvent pour en donner une légitimité des temps modernes.

Pour comprendre le pouvoir politique, dans le contexte africain, il faut mettre en dialogue les logiques de la tradition et celles de la modernité, en étudiant les points d'articulation et de rupture entre les schèmes symboliques relevant des temporalités distinctes mais se situant pourtant dans une même contemporanéité. (Mawuto,2010)

En 1968, lorsque le président Marien Ngouabi œuvrait, selon la logique de l'époque, pour conquérir le pouvoir, il aurait été encouragé par les aînés et les sages de sa tribu qui organisaient, aux dires de certains témoignages, des séances d'Ekongo, la danse des Koyos stimulant le courage et la bravoure, pour l'inciter à aller au bout de sa logique. Ces témoignages semblent être vrais puisqu'il fut un moment où les cadres et natifs de son ethnie furent persécutés à ces fins, par le pouvoir d'Alphonse Massamba Debat sentant la réalité de la menace, devenir plus que présente. (Elenga, 2007)

En 1987, dans les circonstances d'une rébellion organisée par le capitaine Pierre Anga, dans les forêts d'Ikongono à Owando, au Nord Congo, les populations ont subi des représailles en estimant qu'elles étaient censées savoir le lieu où se cachait le capitaine rebelle. La famille, le clan et le département ont toujours joui du pouvoir politique en Afrique, dans une certaine mesure, et, aussi souvent victimes des atrocités lorsque celui-ci va mal.

Ces exemples se sont affirmés dans la période démocratique au Congo de 1992 à 1997, sous le règne du président Professeur Pascal Lissouba.

Au cours de cette période, la bande des « quatre » composée de Victor Tamba- Tamba ; Christophe Moukouéké ; Martin Mbéri et MOUNGOUNGA NKOMBO NGUILA décidaient, semble-t-il, de l'essentiel des grandes décisions à prendre pour la gestion du pouvoir politique. Un jour, en pleine session de l'Assemblée nationale et, devant les parlementaires, MOUNGOUNGA NKOMBO NGUILA fustigeait les élus du peuple, en leur rappelant « qu'il a attendu vingt-sept ans pour arriver au pouvoir ». Ces propos tenus devant la chambre basse du parlement, sous d'autres cieux, devaient conduire à une déchéance du ministre des finances qu'il était. L'assurance qui le portait de défier les représentants du peuple venait, certainement, du fait que le pouvoir était un bien indivis qu'il se partageait avec son détenteur, élu au suffrage universel direct.

La République du Congo n'est pas le seul, et unique, pays d'Afrique où la réalité du pouvoir, en lien avec les relations de famille, du département ou du clan, est plus que visible. Le département et le clan renforcés par la famille, au sens large, contribuent à entretenir ces relations et, à les alimenter dans le sens de la construction d'une logique identitaire qui rassure tous au nom du pouvoir et, pour son soutien. Ces logiques mettent en chantier tous les ingrédients possibles allant jusqu'à la consultation et, la mise en valeur des notabilités traditionnelles en vue du renforcement des identités existantes mais latentes. Les travaux de Florence Bernault et Jean Michel Wagret, par exemple, nous renseignent sur le rôle que l'abbé Fulbert Youlou voulait faire jouer au roi Makoko, roi des Tékés : A compter de son installation à la mairie de Brazzaville, et plus encore une fois ministre de l'agriculture, Fulbert Youlou s'érigea en protecteur officiel de la dynastie téké. Lors de séjours de Makoko à Brazzaville, en janvier 1958, l'abbé lui rendit des honneurs dignes d'un souverain, mettant genou à terre pour le saluer, organisant des danses en son honneur et laissant à sa disposition sa voiture personnelle pour ses déplacements dans la capitale. (Bernault :276)

Il se construit autour du pouvoir toute sorte de stratégies, aux fins simplement, de le conserver pour ceux qui le détiennent et, de l'obtenir pour ceux qui le recherchent. Toutes ces stratégies rassurent ceux qui en sont des victimes, qu'ils en sont ou en seront bénéficiaires même si les retombées ne se font voir qu'à des petites occasions des visites de travail ou des meetings de campagne électorale.

En réalité, la lecture sociologique du pouvoir en Afrique, renvoie son exercice, bien que, théoriquement moderne et démocratique, à la logique des chefferies ou des royautes avec le clan comme substrat de base ou tout se construit et s'organise. C'est, cet élargissement impropre, à la logique moderne, avec des acteurs, pas toujours visibles et reconnus pour leur crédibilité au regard de leur élection, que nous qualifions par « bien ». Ici, les acteurs invisibles, connus, parfois que du seul détenteur légitime et légal du pouvoir, agissent dans les coulisses et décident de grandes choses jusqu'à celles qui déterminent la vie et le devenir des institutions et de la Nation. Les enfants du détenteur légitime du pouvoir se créent des quotas dans le partage des postes de responsabilités et, choisissent des animateurs même quand ceux-ci ne répondent pas aux critères exigés pour la gestion de telles responsabilités. Ce qui est intéressant, c'est que même les populations semblent s'adapter à ces nouvelles formes de gestion du pouvoir qu'elles valident dans leur quotidien pourvu que chacun trouve directement ou indirectement son compte.

Ce département a connu l'ampleur du messianisme dont les premiers acteurs à l'exemple d'André Grenard Matsoua, avaient défié le colon blanc et crée un mythe autour de leur personnalité. Les différentes échéances de 1951 à 1956 révèlent que par stratégies électorales, les leaders politiques se fondaient sur l'ethnie. (Wagret 1963 et Bernault, 1996). Les kongo laris en 1956 votaient pour un absent : Matsoua, pourtant mort en 1942. (Missié,2008). Ce messianisme a dû permettre au pouvoir de Brazzaville de se servir de Ntoumi, déjà célèbre dans le traitement des malades mentaux et connu dans le département, pour instrumentaliser ces populations et, les réduire, pour taire leur considération, dans les rapports au pouvoir. Ntoumi serait donc un pion au service du pouvoir puisqu'il se fera nommé ministre des réparations des séquelles de guerre.

Conclusion

Notre objectif était d'analyser les vraies raisons de la crise socio-politique dans le département du Pool. Cette crise ne devrait plus se justifier dès lors que la crise qui a embrasé tout le pays a pris fin le 15 octobre 1997 par la victoire de Denis Sassou Nguesso. En s'appuyant sur le fait que ce département est un foyer du messianisme congolais et, ayant eu deux, de ses fils chefs d'Etat, aussitôt après les indépendances,

les natifs du Pool caressent toujours, le sentiment de s'appropriier, naturellement et légitimement le pouvoir. Dès lors qu'il est tenu, par une personne autre qu'une des leurs, ce sentiment réapparaît et se manifeste.

Nous nous sommes servis pour avoir ces résultats de la recherche documentaire et de l'observation.

Ces attitudes ont permis, à ceux qui sont au pouvoir, de s'en servir aux fins de manipulation, pour la conservation du pouvoir. Le pasteur Ntoumi devient donc une cible « choisie et entretenue », en raison de son aura, qui a permis au pouvoir de Brazzaville de contrôler cette partie du pays dont les populations représentent, à ses yeux, une menace potentielle. Cette partie représente donc une zone d'incertitudes (Crozier, 1977) à laquelle, le pouvoir pour son assurance, se voit contraint de contrôler en permanence, d'autant plus qu'elle est frontalière de la capitale Brazzaville. La zone d'incertitude est donc cet espace indéfini, aux contours incertains dont la maîtrise des acteurs concernés, apparemment dangereux pour le pouvoir, mérite d'être contrôlé et prise en mains. C'est aussi une dimension mystique que recherchent des prétendants aux positions de pouvoir « moderne » et qu'est censé posséder, pour le cas d'espèce, le département du Pool, pour la stabilisation du pouvoir. (Missié, 2008)

Le pasteur Ntoumi devient donc, le réceptacle qui a permis, après que Bernard Bakana Kolélas ait abdicé, dans le cadre de l'alliance Union de la République et de la Démocratie- Parti Congolais du Travail, baptisée par eux-mêmes-Bernard Kolelas et Denis Sassou Nguesso-principaux tenants de cette alliance, comme « socle de l'unité nationale », qui a permis au pouvoir de Brazzaville, dans le cadre de la stratégie de conservation du pouvoir de contrôler, cette zone, dont les ressortissants ne rêvent que de la reconquête du pouvoir au sommet. Cette réaction trouve, à coup sûr, sa justification et, sa vérification, par le fait que Bernard Bakana Kolelas, un des acteurs principaux de cette alliance et opposant reconnu de Pascal Lissouba, pour avoir perdu contre lui l'élection présidentielle, au deuxième tour, ait quitté cette coalition, pour devenir premier ministre du président Pascal Lissouba, alors que son pouvoir battait de l'aile, puisque cette nomination s'est faite en plein conflit. Cette alliance, nouvelle Bernard Bakana Kolelas-Pascal Lissouba, devenue, plus ou moins illogique, par ce que construite entre les gens d'une même zone géographique, pouvait, dans une

certaine mesure, créée, cet imbroglio qui conduisit toutes les violences constatées et, observé, dans le département du Pool. Cette nouvelle alliance qui ne dura que le temps d'une rose a précipité la chute de Pascal Lissouba et renforcé, la logique de déstabilisation du Pool, dont le dernier patriarche s'est allié à Pascal Lissouba, sans justifier, les vraies raisons de son désaccord avec ses anciens amis politiques.

Il s'agit, bien évidemment, des pratiques dépassées de gestion du pouvoir. Elles nous paraissent inadaptées à la donne actuelle, celle démocratique qui trouve son fondement dans la consolidation de l'élan de construction nationale que de fragilisation des populations, pour demeurer dans les privilèges du pouvoir, souvent pour se servir, au lieu de servir. Cette étude est pour nous de grande portée utilitaire et sociale en ce qu'elle met à découvert des stratégies d'une autre époque, dans la gestion du pouvoir. Aujourd'hui, dans les Etats en développement, les luttes pour la conservation du pouvoir devraient prendre en compte, la résolution des problèmes quotidiens des populations, au lieu de les accentuer, davantage.

Notre approche est à la fois pédagogique et constructive. Elle vise à faire passer, au niveau de la communauté scientifique, des messages de reconsidération des stratégies de luttes pour la conquête et la conservation du pouvoir. Ces stratégies doivent évoluer et intégrer les nouvelles données issues des mutations sociales. L'homme et son bien être demeurent au centre de la stratégie et non, les intérêts généraux d'une personne, d'une famille, d'un clan ou d'un département qui devraient primer sur les autres.

Les violences orchestrées ont donc eu, pour effet, de cristalliser, dans la conscience collective, que dans le jeu politique, malheureusement, il est important de comprendre que les intérêts priment avant les logiques humanitaires. Ces violences décriées et, observées sont ancrées dans la mémoire collective et, auront, pour effet, de permettre aux générations futures, d'éviter de se concentrer pour les luttes politiques.

Références bibliographiques

Aron, Raymond (1962) : *Paix et Guerre entre les nations*, Paris, Editions Calmann- Lévy

Bernaut, F (1996) : *Démocraties ambiguës en Afrique Centrale. Congo-Brazzaville, Gabon 1940-1945*, Paris, Editions, Karthala ;

- Braud**, (2004), in, *La guerre de succession des Makoko. Un enjeu politique « moderne »*, Missié Jean Pierre, Dakar, Codesria N°9
- Crozier, Michel ; Friedberg, Erhard** (1977) *L'acteur et le système, Les dynamiques de l'action organisée*, Paris, Editions du Seuil
- Elenga, Hygin Bellarmin** (2007) *Les mouvements de jeunesse et les changements politiques au Congo de 1963 à 1990*. Mémoire pour l'obtention de la Maîtrise de sociologie politique et de l'action collective, Faculté de Lettres et des Sciences Humaines, Université Marien Ngouabi, Brazzaville ;
- Massengo Londa** (2023) *La crise socio-politique dans le département du Pool et la problématique de l'éducation*, Mémoire de fin de cycle d'inspection de jeunesse, Institut national de jeunesse et de sport, Brazzaville ;
- Mawuto Afan, Roger** (2010), *Les masques du pouvoir politique en Afrique*, Paris, Editions L'Harmattan
- Missié, Jean Pierre** (2006) *La Guerre de succession des Makoko : Un enjeu politique « moderne » (1993-2006)*, Dakar, Codesria N°9
- Missié, Jean Pierre** (2008) *Ethnicité et territorialité. Deux modes du vécu identitaire chez les Tekes du Congo-Brazzaville*, Cahiers d'études africaines, éditions, de l'EHESS, n°192
- Nassirou Bako**, cité par Missié Jean Pierre in, *La guerre de succession des Makoko : Un enjeu politique « moderne » (1993-2006)*, Dakar, Codesria, N°9
- Soni Benga, Paul** (2001), *La Guerre inachevée du Congo- Brazzaville*, Paris, Editions, L'Harmattan
- Wagret, Jean Michel** (1963) *Histoire et sociologie politiques de la République du Congo (Brazzaville)*, Paris, Editions, Librairie générale du droit et de la jurisprudence